

# **Mémoire de NFD sur la réconciliation nationale**

## **I. Contexte et enjeux de la réconciliation nationale**

A- Contexte

B- Enjeux

1. La recherche de la vérité
2. La recherche d'une reconnaissance
3. L'acceptation de la responsabilité
4. La justice et la réparation
5. Le pardon et la réaffirmation de la volonté de vivre ensemble

## **II. Proposition de démarche**

A- Le préalable : la volonté politique

B- Les propositions opérationnelles : une démarche mixte

C- Les défis de la mise en place de la Commission de réconciliation

1. Les défis de fonctionnement
2. Le traitement accordé par la commission de vérité aux victimes
3. Les rôles de la société civile, des ONG et des partis politiques

## **I- Contexte et enjeux de la réconciliation nationale**

### **A- Contexte**

L'histoire de la Guinée a été marquée par de nombreuses violations des droits humains perpétrées par les différents régimes qui se sont succédés depuis 1958. Ces violations des droits de l'homme ont souvent été le fait des appareils officiels de sécurité de l'Etat. Même si toutes ces violations politiques depuis 1958 à nos jours, revêtaient un caractère partisan, il ne fait aujourd'hui plus de doute quant au fait que leurs auteurs aient bénéficié de l'appui et/ou de la connivence de l'Etat. A cela, il faut ajouter les violences intercommunautaires et inter-religieuses induites et exacerbées par certains discours politiques tendancieux tenus par des leaders dans le seul but d'assouvir leurs aspirations politiques et égoïstes.

Ces violations des droits humains se sont accrues durant plusieurs décennies avec des milliers de victimes notamment du camp Boiro, des 32 escaliers, de juillet 1985, des violences inter ethniques de 1990 en Guinée forestière, de Cosa des événements de Juin 2006, de Janvier et Février 2007, du 28 septembre 2009, de 2010, de 2011... En substance, ces violences sont matérialisées par des liquidations extrajudiciaires, des tortures, des massacres collectifs, des exils et déplacements forcés, des viols...

Les violences ont été massives en l'absence de garde-fous institutionnels efficaces et indépendants. En effet, en Guinée, la justice n'a jamais accompli sa mission d'application saine et impartiale des règles de droit. Elle est complice de la violation des droits humains.

Toute cette situation de violation des droits humains a eu pour conséquences la fragilisation de l'unité nationale que le processus démocratique enclenché n'a fait qu'aggraver par le caractère ethnique et tribal du débat politique. C'est pour cela qu'il apparaît plus qu'impérieux de revisiter ces périodes sombres de notre histoire collective pour qu'enfin une démarche sereine prenant en compte notre nécessaire vivre ensemble, afin de procéder rapidement à la réconciliation nationale sans la quelle aucune perspective sérieuse de paix durable et de développement harmonieux ne pourra prospérer.

Nous faisons remarquer que notre avenir politique et démocratique nous commande d'éliminer du débat public les allusions à caractères ethniques et identitaires.

L'avenir de notre pays nous exige de faire des regroupements politiques seulement sur la base des valeurs qui fondent notre république

Ainsi, concernant la question de savoir avec qui les guinéens doivent se réconcilier, **le parti NFD (Nouvelles Forces Démocratiques)** évoque la réconciliation des guinéens entre eux et avec leur histoire. Il s'agit donc de contribuer à éclaircir, grâce à une analyse critique mais objective, une période longue de plus de 50 années, marquée par de nombreuses violations graves des droits de l'Homme. Pour le parti NFD (Nouvelles Forces Démocratiques), seul l'effort de rationalisation du contexte sociologique, juridique et politique des violences contribuera à cette réconciliation entre les filles et fils du pays condamnés à vivre ensemble.

Or, la réconciliation nationale ne sera possible que dans le cadre d'une volonté politique non pas seulement affirmée mais mise en œuvre par des actes concrets. C'est exactement ce qui manque aux autorités actuelles, qui, par des violations de la loi et des discours d'exclusions attisent de façon inquiétante les divisions interethniques et sapent l'unité nationale indispensable au développement de notre pays.

Aujourd'hui, la méfiance interethnique semble compromettre l'unité nationale. La généralisation des sentiments d'exclusion se trouve être renforcée par le déséquilibre manifeste dans la prise en compte des critères communautaristes concernant les nominations des cadres de l'administration publique.

A l'instar des spécialistes du développement, le parti NFD estime, qu'à ce niveau de déchirure sociale, sans réconciliation nationale il est impossible de mobiliser toutes les forces dans une dynamique inclusive pour la mise en valeur des nombreuses potentialités que recèle notre pays

## **B- Enjeux**

La République de Guinée, après les élections présidentielles de 2010 ne réussit pas encore de sortir du cycle infernal des violences et de la haine de tout genre qui compromettent son unité pour enfin amorcer son développement au prorata de ses potentialités.

Aujourd'hui, il est ressenti à tous les niveaux un besoin pressant de réconciliation nationale qui induirait indubitablement les questions de :

- La recherche de la vérité ;
- La recherche d'une reconnaissance ;
- L'acceptation de la responsabilité ;
- La justice et la réparation ;
- Le pardon et la réaffirmation de la volonté de vivre ensemble.

Pour le parti NFD (Nouvelles Forces Démocratiques), toute cette chaîne d'actions ciblées doit répondre à un triple objectif : **la recherche de la vérité, la réalisation de la justice et celle de la réconciliation nationale.**

Ainsi, dans la vision de notre parti, parler de réconciliation nationale en Guinée, c'est faire référence à un processus par lequel le pays cherche à gérer son passé, notamment grâce aux mécanismes juridico-sociologiques adaptés au contexte national. Tout cela dans une optique d'avenir. On examine le passé pour mieux préparer le futur. Certes la transition continue en Guinée avec une volonté politique floue qui n'augure pas un bon lendemain.

En examinant les besoins de nombreuses victimes guinéennes qui pourraient être engagées dans ce processus, le parti NFD identifie cinq (5) facteurs incontournables pour une véritable réconciliation nationale durable :

- **La recherche de la vérité** : de manière générale, les victimes éprouvent le besoin de poser des questions et de trouver des réponses auprès des personnes ayant commis la violence. Elles ont besoin de connaître la raison pour laquelle elles, ou leurs proches, ont été enlevés, torturés et ou assassinés.  
Les familles des victimes disparues ont également besoin de connaître la vérité sur le sort de leurs proches afin de pouvoir enfin entamer, le cas échéant, le travail de deuil. Très souvent, dans les cas où le décès des victimes est avéré, les familles réclament qu'on leur rende les corps pour qu'ils soient enterrés dans des tombes individuelles. A défaut, les familles demandent au moins qu'on les informe sur le

lieu où leurs proches seraient susceptibles d'être enterrés afin qu'elles puissent s'y rendre.

- **La recherche d'une reconnaissance** : les victimes ont besoin d'une reconnaissance officielle des souffrances qui leur ont été infligées. Elles ont besoin que l'on reconnaisse que leur arrestation, leur détention, leurs viols, leur disparition et leur torture étaient bien des crimes et des violations de leurs droits, et non une réaction que l'on pourrait considérer comme légitime face à une certaine menace.

Ce dont il faut être conscient c'est que les souffrances infligées aux victimes peuvent être assimilées à une déshumanisation de celles-ci. Pendant leur détention, les victimes sont traitées telles des parias sans droits. Pendant un processus de réconciliation, les victimes cherchent alors à regagner un peu de cette humanité perdue. Cela passe par une reconnaissance de la part de la société et plus particulièrement du responsable, direct ou indirect des crimes commis ou de l'Etat.

- **L'acceptation de la responsabilité** : une fois la vérité établie et son caractère injuste reconnu par l'ensemble de la société, les victimes ont alors besoin que les auteurs ou, à défaut leurs représentants ou l'Etat en acceptent la responsabilité et s'en excusent.

Il faut bien être conscient du fait que le pardon est un droit qui n'appartient qu'à la seule victime. Une réconciliation ne se déclare pas, elle se réalise. Cependant, ceci n'empêche pas la structure de réconciliation, en accord avec les associations représentant les familles, de se prononcer en faveur d'une mesure de grâce - après jugement - ou de tout autre compromis jugé favorable au processus de réconciliation.

- **La justice et la réparation** : le but de la justice est multiple, à savoir retisser le tissu social, restaurer les normes et les valeurs, sanctionner les torts et prévenir la récidive. Nous pouvons également identifier plusieurs types de justice. *La justice traditionnelle* : il s'agit là d'une justice principalement rétributive ou punitive. L'accent est alors mis sur la sanction de l'auteur d'un crime. *La justice restauratrice*

: c'est ici une forme de justice où le rétablissement d'une relation, d'un échange, entre l'agresseur et la victime est recherché. Nous pouvons classer dans cette catégorie les mécanismes de médiation dans les conflits. Enfin, *la justice historique* : elle est très proche des mécanismes de justice restauratrice. Le but ici est la recherche de la vérité et la reconstruction du tissu social, notamment en plaçant les crimes commis dans un contexte global. Pour ce faire, il est nécessaire de pouvoir dresser une vue d'ensemble des violations commises.

Quant à la réparation, selon son sens étymologique ainsi que selon une jurisprudence très ancienne, elle consiste à rétablir l'état existant avant la violation, à effacer autant que possible toutes les conséquences de l'acte illicite et à rétablir l'état qui aurait vraisemblablement existé si le dit acte n'avait pas été commis.

Il apparaît ainsi que les violations des droits fondamentaux tels que le droit à la vie et à l'intégrité ne sont pas réparables. En effet, la perte de ces droits et leurs conséquences ne peuvent s'effacer. L'état antérieur dans ces cas-là ne peut être rétabli et les marques de ces violations imprègnent de façon indélébile tant les individus que la société, dont le fonctionnement même est remis en cause.

Toutefois, et paradoxalement, partir du postulat selon lequel la réparation est impossible permet de définir des mesures de réparation adaptées parce qu'elles visent à restituer des droits confisqués et parce qu'elles prennent compte des victimes dans leur intégralité et des violations dans leur complexité. C'est aussi ce postulat qui fait que la réparation ne peut se limiter au simple dédommagement financier. La réparation vise l'honneur et la dignité de la victime et de tous ses proches.

- **Le pardon et la réaffirmation de la volonté de vivre ensemble** : après l'affirmation de la vérité, l'expression de la reconnaissance, l'acceptation de la responsabilité, la concrétisation de la justice et de la réparation, la victime ou ses proches seront dans une disposition évidente de pardonner et de se débarrasser de toute rancune et/ou de toute volonté de vengeance. Dès lors, la victime ou ses proches seront sincèrement prêts à tourner la page noire du passé et accepter de

l'assumer. Tout ce processus aura pour effets bénéfiques de soulager moralement les victimes pour justice rendue, d'informer l'ensemble des guinéens sur leur passé en vue de tirer des leçons pour un meilleur avenir. Ainsi, tous les guinéens pourront accepter de partager un destin commun construit sur des valeurs républicaines de pardon, de tolérance, de diversité, de justice, de travail, de solidarité ... qui vont favoriser l'émergence d'une Nation Guinéenne unie, paisible, démocratique et prospère.

## **II- Proposition de démarche**

Le parti NFD (Nouvelles Forces Démocratiques) fidèle à ses idéaux et convictions de parti d'opposition responsable n'entend pas se limiter aux critiques et dénonciations. Tenant à faire autrement la politique, il allie la cascade de critiques au cycle de propositions concrètes visant à faire éviter au peuple martyr de Guinée un autre rendez-vous manqué.

NFD, au regard de la situation actuelle estime qu'avant toute action de développement, la réconciliation reste la priorité des priorités car sans elle, aucune politique de développement ne saurait produire d'effets positifs durables.

Or, au crible d'une analyse exhaustive des premiers actes posés par le nouveau régime, la déchirure du tissu social va crescendo. C'est pour cette raison que le cycle des propositions ci-dessous a pour objectifs :

- La réalisation de la justice ;
- La réalisation de la réparation ;
- La réalisation de la réconciliation nationale.

A la suite de la mise en œuvre de ces propositions, selon une approche totalement participative qui impliquerait les associations des victimes, les communautés, les régions, les préfectures, les sous-préfectures, les districts, la société civile, les syndicats, les partis politiques d'opposition, les partis politiques centristes, les partis politiques de la mouvance, les medias, l'administration, les femmes, les jeunes..., le pays pourrait redémarrer sur des bases saines dénudées de toute exclusion pour favoriser une solidarité agissante vers un développement et une démocratie participative.

## A- Préalable : la volonté politique

Etant donné que la réconciliation nationale tient lieu en priorité de l'engagement politique, il serait important d'inscrire au titre des premières propositions, la question des préalables. A ce titre, la volonté politique qui s'exprime par un certain nombre d'orientations publiques dont entre autres :

- L'évaluation objective du niveau de fragilisation du tissu social en tirant toutes les conséquences permettrai d'éviter de poser des actes de nature à compromettre l'unité nationale et la cohésion sociale (discours d'exclusion, nomination communautariste...) comme c'est le cas actuellement ;
- L'établissement d'un plan de communication concertée axée sur l'unité et la réconciliation nationale pour éviter certaines improvisations qui aggravent régulièrement la fragilité du tissu social ;
- La garantie de l'indépendance de la justice et des médias publics dans l'exercice de leur fonction par le respect des textes de lois ;
- La promotion d'une gouvernance basée sur la justice sociale, le contrôle et la reddition des comptes.

## B- Les propositions opérationnelles : une démarche mixte

Au titre des propositions opérationnelles proprement dites, NFD après une analyse poussée des enjeux de la réconciliation nationale et du contexte historique, politique et sociologique propose la formule de la mise en place d'une commission de **vérité-justice-réconciliation** à la place d'une commission **vérité-réconciliation** prônée par le gouvernement.

En raison de la diversité, de la répétition et de l'ampleur des violations des droits fondamentaux perpétrées sur les populations guinéennes depuis bientôt un demi-siècle par presque tous les régimes successifs y compris le régime actuel, il serait illusoire et presque inutile de vouloir engager une telle démarche sans justice classique. D'ailleurs, en tenant compte de la primauté du droit international sur le droit interne en matière de crime contre l'humanité, qui se matérialise par la saisie du dossier des massacres du 28 septembre 2009 par la Cour Pénale Internationale sous réserve de la volonté et de la

capacité des tribunaux guinéens à rendre une justice crédible et équitable, il serait quasiment impossible de parvenir à une véritable réconciliation nationale sans la justice.

*Ainsi, le parti NFD propose une démarche mixte alliant justice classique pour des cas ciblés et justice historique pour des cas globaux non encore élucidés.*

- Pour le cas de la justice classique, l'Etat devrait renforcer l'indépendance et les capacités des tribunaux nationaux pour qu'ils soient en mesure de juger convenablement les crimes ciblés.
- Pour le cas de la justice historique et restauratrice, NFD propose la création d'une commission Vérité-Justice-Réconciliation. Dans la démarche de NFD proposée au gouvernement : Le mandat de la commission, sa composition, sa structure, ses principes de fonctionnement, les prises d'audiences, l'implication de la presse, de la société civile et la publication du rapport doivent faire l'objet d'un débat à différents niveaux pour assurer la légitimité et le consensus autour des conclusions et de la mise en œuvre du processus de réparation.

Cependant, NFD contrairement à la démarche actuelle ciblée par le gouvernement, propose la prise en compte d'un certain nombre de défis sans le relèvement desquels la commission Verité-Justice-Réconciliation pourrait indubitablement produire des effets contraires recherchés. Au titre de ceux-ci, il y a les défis de fonctionnement, les défis liés aux traitements des victimes et les défis liés au rôle de la société civile dans le processus.

## **C- Les défis de la mise en place de la Commission de réconciliation**

### **1. Les défis de fonctionnement**

Concernant les défis de fonctionnement, NFD propose entre autres les secteurs de réflexion suivants :

#### **a) La stratégie de communication**

La communication dans ce genre d'instance n'est pas à prendre à la légère eu égard au contexte guinéen. En effet, il est déjà arrivé qu'une commission, parce qu'elle n'a pas réussi à établir une bonne stratégie de communication, soit décriée alors même que les résultats de ses travaux étaient bons, ou du moins pas aussi mauvais qu'on le disait. Il est donc important que la commission communique correctement et efficacement tant avec la

société qu'avec les médias. Mais, une communication efficace est d'abord une bonne communication interne. Il est effectivement important que le transfert des informations, des données et des différentes décisions soit correctement orchestré entre les différents commissaires ainsi qu'entre les différentes équipes mises en place au sein de la commission.

Concernant la communication avec la société civile, il est important, au sein de la commission, qu'une personne soit chargée de faire la liaison entre la commission d'une part et les membres de la société civile d'autre part. En effet, le rôle de la société civile et son attitude vis à vis de la Commission étant un élément important de la légitimation et de la réussite de ses travaux, nous comprenons aisément l'importance du rôle de cet interlocuteur au sein de la Commission.

Les victimes étant les acteurs centraux de ce processus, il est également important qu'une stratégie de communication spécifique leur soit consacrée. Cette stratégie doit notamment tenir compte du besoin plus important en information que présente ce groupe. Idéalement, la stratégie de communication avec les victimes devrait également tenir compte de leur besoin de suivi quant à l'utilisation faite de leurs témoignages. Par exemple, dans le cas guinéen ou la désinformation fait lésion, il est très important de communiquer, lors du recueil des témoignages, sur le caractère nouveau de la Commission vérité-justice-réconciliation.

Il faut également éviter à tout prix que les victimes ne voient en la commission qu'une idée de dédommagement matériel. En effet, ceci risquerait de les frustrer et d'entamer la crédibilité du processus et par conséquent compromettre son succès.

Enfin, les journalistes ainsi que toute autre personne chargée de faire le lien entre la commission et le public doivent suivre une formation adéquate afin de comprendre les mécanismes de fonctionnement de la commission et de pouvoir, par la suite, les restituer correctement. Il est donc utile que des séminaires d'information et de formation à l'intention de ces personnes soient organisés.

## **b) La durée du mandat**

En observant les expériences d'ailleurs, NFD estime que quelle que soit la durée du mandat de la commission, celle-ci s'avérerait être insuffisante. Pour le cas guinéen, le parti NFD propose 18 mois en raison de la complexité et de l'immensité des faits et de commencer par les faits les plus récents qui sont plus faciles à traiter actuellement compte tenu de l'existence de beaucoup d'éléments frais et mobilisables.

Il est également utile de tenir compte lors de la détermination de la durée du mandat de la commission, du temps nécessaire à la formation du personnel ainsi qu'au démarrage effectif de son travail. Le plus important est que le délai accordé à la commission pour effectuer son travail soit proportionnel à la dimension de sa tâche et que des moyens adéquats soient disponibles, sinon elle risque de ne pas atteindre ses attentes.

#### **c) L'identification des différentes sources d'information**

Lorsque la commission commencera ses travaux, elle se trouvera rapidement submergée d'informations venant principalement des témoignages rassemblés auprès des victimes. Néanmoins, les victimes ne sont pas les seules sources d'information imaginables. Parmi les autres sources d'information, l'on devrait compter également sur les archives officielles. Ces archives ne sont d'ailleurs pas nécessairement des archives nationales. Il peut arriver que des informations précieuses sur le "pourquoi", le "quand", le "comment" de certains actes soient obtenus dans des archives appartenant à d'autres pays. Consulter ces archives lorsque cela est possible peut donc être d'un grand secours pour les membres de la commission afin de progresser dans le processus d'explication et de clarification du passé.

#### **d) Les défis de communication post-commission vérité**

A ce niveau, le parti NFD estime que le défi se pose ici à deux niveaux. Le premier est celui du rapport remis par la commission. Le second est celui, plus concret, de savoir que faire des archives et des témoignages récoltés par la commission après la fin de ses travaux.

Concernant le rapport remis par la commission, les personnes devant établir les recommandations et proposer le programme de réformes se trouveront assez rapidement prises entre, d'une part, la pression exercée par la société civile et, d'autre part, les contraintes de la réalité politique et économique du pays. Les commissaires devront donc

veiller à émettre des recommandations applicables tout en tenant compte, dans la mesure du possible, des revendications de leurs partenaires. C'est donc à ce stade que la mise en place d'un processus de consultation, tant avec les représentants des ONG que des autorités est plus que nécessaire.

Enfin, concernant la question du traitement réservé aux archives et témoignages recueillis, l'on pourrait regretter que dans beaucoup de cas, l'ensemble des documents, même non classés, ne soient pas rassemblés, par exemple dans le cadre d'un musée dédié aux victimes, ou plus simplement dans un centre d'archivage. En effet, il s'agit là d'une mesure certes symbolique, mais prenant toute sa valeur dans un processus de mémoire et de réconciliation.

## **2. Le traitement accordé par la commission de vérité et justice aux victimes**

A ce niveau, le parti NFD estime que les défis à relever se situent entre autres dans les secteurs suivants :

### **a) Prise de déclarations**

Il faut être conscient du fait que le processus de prise de déclarations par la commission est totalement différent du processus de prise de déclarations par une ONG.

En effet, dans le cas d'une commission, les collectes de déclarations s'organisent en général autour d'un même questionnaire préétabli. De plus, la personne chargée de cette prise de déclaration est spécifiquement formée à cet effet. Il y a également un aspect plus formel, plus officiel, dans la prise de déclaration. La prise de déclaration couvre idéalement l'ensemble du territoire national, ce qui est rarement le cas lorsque des déclarations sont collectées par des ONG. Enfin, il y a également un caractère plus systématique tant au niveau de la récolte que du traitement de l'information.

- *Le rôle de la déclaration* : il est primordial que les victimes ne perçoivent pas la prise de déclaration comme une confrontation ou un interrogatoire policier. Il doit s'agir d'une séance d'écoute de la victime, même s'il est vrai qu'un équilibre doit être trouvé entre le fait de laisser la victime raconter son histoire et la nécessité d'en faire ressortir les éléments nécessaires à la découverte de la vérité.

Il est essentiel que la prise de déclaration soit correctement effectuée, d'où l'importance de la formation des personnes chargées de cette mission. La raison en est que seulement un faible pourcentage des victimes aura l'occasion d'être auditionné. La déclaration écrite reste donc, dans la majorité des cas, le seul contact qu'auront les commissaires avec les victimes. D'où aussi, l'importance de communiquer efficacement et massivement tant sur l'existence de la commission que sur ses objectifs.

Il est également important qu'un accompagnement psychologique soit mis en place lors du processus de recueil des déclarations. Ce support psychologique a pour but de gérer les éventuels syndromes de stress post-traumatique occasionnés par la prise de déclaration chez la victime, mais aussi d'accompagner les preneurs de déclaration dans leur travail.

- *Etudes et consultations préalables* : avant le lancement effectif des prises de déclarations, il est important que les membres de la commission soient en possession d'un certain nombre d'informations, provenant notamment des associations déjà actives sur le terrain. Il est par exemple utile que les membres de la commission aient des estimations fiables du nombre de violations des droits humains commises ainsi que de leur répartition géographique.

Ces informations seront d'une grande utilité par la suite pour estimer l'effectif total des cas de violation des droits humains dont devrait se charger la commission. Elles permettent également de mieux organiser le processus de recueil des témoignages. La commission pourra ainsi envisager la création de bureaux régionaux de prise de déclarations dans les zones les plus sévèrement touchées par les crimes. Dans d'autres zones moins touchées, il pourra être décidé de centraliser les prises de déclarations vers un seul bureau.

Enfin, selon la topographie des régions, il peut être décidé de créer des unités mobiles de prise de déclarations afin de pouvoir plus facilement récolter les témoignages des victimes vivant dans les zones les moins accessibles.

- *Le choix du formulaire* : lors de la conception du formulaire de prise de déclarations, il est important que des représentants de la société civile soient associés.

De plus, afin d'éviter tous biais et difficultés, la présentation du questionnaire ainsi que la formulation des questions doivent impérativement tenir compte de nos us et coutumes et de toutes les réalités.

Le choix de la langue est également un élément à prendre en compte. Pour le cas guinéen plusieurs langues ou dialectes peuvent être utilisées dans une même région. La victime doit pouvoir offrir son témoignage dans la langue qu'elle maîtrise le mieux. Mais, il est également important que l'ensemble des questionnaires soit complété dans une seule et même langue. A charge du preneur de déclaration d'être au moins bilingue.

Une fois les différents témoignages récoltés, ceux-ci seront compilés et rassemblés dans une base de données. Il est donc important que les formulaires soient remplis dans la même langue afin de pouvoir bénéficier du même traitement par la suite.

Enfin, le formulaire de prise de déclaration doit idéalement contenir un résumé du mandat de la commission. Il doit également informer clairement la victime sur les possibles conséquences de son témoignage ainsi que sur ses obligations et ses droits par rapport à la commission. Par exemple, si par son témoignage la victime estime mettre sa vie en danger, il est nécessaire qu'elle soit informée à l'avance des éventuelles possibilités de protection que peut lui offrir la commission.

## **b) Les audiences publiques**

Le recours à des audiences publiques est une des évolutions importantes dans le travail des commissions vérité.

- *Le rôle des audiences publiques* : permet aux victimes d'apporter leur témoignage dans le cadre d'audiences publiques qui leur offrent une tribune publique où elles peuvent s'exprimer librement et faire connaître leur vérité. Cela permet également de stimuler le débat au niveau de la société toute entière, élément nécessaire dans un processus de réconciliation. Il y a donc un rôle de sensibilisation et de pédagogie, tant au niveau de la victime que de la société de manière générale. Le bénéfice de ce type d'audience ne s'arrête toutefois pas là. Le sentiment de plus grande transparence

généralisé par les audiences publiques permettra aussi de renforcer la légitimité des travaux de la commission.

- *Choix des personnes auditionnées* : la commission doit mettre en place un comité qui sera chargé de sélectionner selon des critères préétablis les témoins à auditionner publiquement. Différents critères peuvent alors être retenus pour effectuer ces choix. Les témoignages peuvent porter sur des cas ayant une certaine importance politique ou historique.

D'autres critères de sélection peuvent également être utilisés. Parmi ceux-ci, nous pouvons citer le critère de représentativité.

La commission pourrait décider de favoriser les témoignages les plus représentatifs des différentes violations commises. La représentativité pourrait également être régionale. On veillerait alors à ce que les différentes zones sinistrées soient représentées lors des différentes auditions. Elle peut également être politique. A ce moment, c'est le souci de représenter l'ensemble des groupes politiques ayant subi des violations qui guidera le choix des personnes sélectionnées.

Enfin, il peut être décidé de favoriser les témoignages représentatifs des violations commises au sein de certains groupes caractérisés par une appartenance religieuse, ethnique ou philosophique.

Quel que soit le critère sélectionné, il est important qu'une proportionnalité au sein du groupe de témoins soit respectée. Par exemple, si le critère choisi est celui de la région, il faudra faire en sorte que la répartition des témoins auditionnés soit proportionnelle à la répartition des victimes dans chacune des régions du pays. Le but ici est d'éviter toute déformation de la vérité liée à une mauvaise perception de l'information diffusée.

- *Les catégories d'audiences publiques* : au-delà du choix des témoins, la commission doit également déterminer les différentes catégories d'auditions qu'elle souhaite effectuer. Une audition peut être *individuelle*. Il s'agira alors d'auditionner une personne qui viendra s'exprimer sur son propre cas.

Mais elle peut aussi être *thématique*. La commission analysera alors l'opportunité, par exemple, les violations commises sur un groupe déterminé (femmes, enfants, ethnies, politiques...). Elle peut également préférer un autre type de classification thématique comme celui de la région ou du type de violation(s) commise(s).

Les audiences peuvent également porter sur des *cas spécifiques*. Dans ce cas de figure, la commission examinera les différents témoignages liés à un cas de violation déterminé.

Enfin, les auditions publiques peuvent être *institutionnelles*. La commission examinera alors les rôles joués par les différentes institutions du pays pendant la période où les exactions étaient commises.

### **c) Le protocole des auditions**

Le protocole qui sera mis en place par la commission sert à assurer l'impartialité de ses membres envers les différents témoins. Il doit également être conçu de manière à reconforter les victimes dans l'idée qu'elles sont là pour être écoutées et non jugées. Dans le cas de l'Afrique du Sud, par exemple, le protocole interdisait toute manifestation de la part des participants, que ce soit pour reconforter une victime ou blâmer un accusé. Les membres de la commission devaient également se lever lors de l'entrée des témoins dans la salle d'audience, en signe de respect pour eux.

Enfin, le protocole de la commission de vérité doit tenir compte de l'état psychique et de l'éventuelle fragilité des témoins. C'est pour cette raison qu'il est prévu dans certains cas d'éviter tout contact direct entre victimes et bourreaux. Il peut également être décidé de limiter l'espace qu'occupent les médias dans la salle d'audience et d'en spécifier le positionnement par rapport aux victimes afin d'éviter à celles-ci d'être perturbées ou intimidées par la présence médiatique.

Pour le parti NFD (Nouvelles Forces Démocratiques), l'audition des témoins n'est pas chose aisée et implique de nombreuses précautions. Toutefois, en y ayant recours, la commission permet à l'ensemble de la société d'avoir accès à ses travaux et à ses délibérations. Cet accès est d'autant plus important qu'il faille bien être conscient du fait qu'au final, le citoyen " ordinaire " ne lira pas le rapport souvent volumineux remis par la

commission. Cette ouverture vers l'extérieur présente donc de nombreux avantages, dont celui d'impliquer l'ensemble de la population, ce qui favorise le processus de réconciliation et de recherche de la vérité.

#### **e) Question des poursuites judiciaires**

Il convient ici de se poser à nouveau les questions de savoir ce qu'est le rôle d'une commission de vérité et quelles en sont les limites.

Une partie des réponses réside probablement dans l'opportunité que présentent de telles commissions pour combler des besoins que de simples tribunaux sont incapables de satisfaire. Mais, il est important de garder à l'esprit qu'une commission n'a pas pour rôle de se substituer à un tribunal.

Le rôle premier d'une commission est de mettre en place des mécanismes de réflexion sur les causes des violations des droits humains et sur leurs conséquences et impacts tant sur les individus que sur la nation. Un des buts finaux d'une telle commission est donc d'établir des recommandations dans le cadre d'un rapport ayant valeur de reconnaissance officielle et mettant en avant une réflexion sur des réformes à entreprendre afin d'éviter la répétition des exactions commises par le passé.

Ainsi, une commission vérité cherchera habituellement à mettre l'accent sur le "pourquoi" et le "comment" des violations, plutôt que sur l'identité des personnes les ayant commises. Les commissions vérité tenues d'agir dans le cadre de leur mandat, n'ont d'ailleurs pas nécessairement toujours la possibilité de nommer des responsables, et encore moins d'engager des poursuites à leur encontre. Il n'est pas pour autant exclu que des solutions parallèles soient imaginées. Il est d'ailleurs déjà arrivé que les noms des responsables identifiés comme tels aient été secrètement transmis aux autorités du pays qui se sont alors chargées de les démettre de leurs fonctions et/ou de les sanctionner pour leurs actes. C'est ce que le parti NFD (Nouvelles Forces Démocratiques) propose à la potentielle commission guinéenne.

#### **e) Question de la réparation**

L'on pourrait seulement retenir que la problématique de savoir quelle réparation doit être accordée aux victimes, et selon quels critères, est souvent un défi majeur pour une commission. D'ailleurs rares sont les commissions qui accordent directement des

réparations. NFD n'en propose pas moins pour le cas Guinéen mais exige que le coût des réparations acceptables soit induit au budget global de réconciliation nationale pour éviter des retournements de situation.

### **3. Rôle de la société civile, des ONG et des partis politiques**

#### **a) Au titre de la société civile et des ONG**

La société civile guinéenne a déjà joué un rôle important dans le processus de changement démocratique. Elle pourrait jouer autant pour favoriser la réussite de ce processus de réconciliation nationale. De plus, elle peut agir à différents niveaux. Dès le départ, elle aura un rôle important en matière de légitimation et de reconnaissance de l'utilité des travaux d'une commission. Son soutien à sa création est donc une condition préalable au succès des travaux de la commission.

- *La préparation des travaux* : au stade préparatoire des travaux de la commission, les associations peuvent déjà mettre leurs informations en commun afin de les croiser, permettant ainsi de faire ressortir des données utiles aux travaux de la commission. En fournissant de la sorte à la commission des informations essentielles, la société civile lui permet d'économiser un temps précieux et par là même de se consacrer plus efficacement à la recherche de la vérité.
- *L'accompagnement des travaux* : la société civile guinéenne, en raison de sa neutralité politique devrait agir également comme guide de la commission pendant la période de son mandat. A ce titre, elle portera en général un œil critique, dans le sens constructif du terme, sur les procédures mises en place par la commission ainsi que sur les décisions prises par celle-ci.

En plus du rôle critique, la société civile peut également jouer un rôle de partenaire de la commission. Ainsi, si la Commission-Vérité- Justice le souhaite, les ONG peuvent collaborer activement, en faisant appel à leurs structures déjà mises en place et à leur réseau déjà actif sur le terrain, notamment, lors de la collecte des témoignages et de la recherche d'informations.

La société civile peut aussi jouer un rôle actif dans la formation des différents acteurs directement ou indirectement impliqués dans les travaux de la commission. C'est ainsi, par exemple, qu'au Ghana des membres de la société civile se sont chargés de la formation des journalistes couvrant les travaux de la Commission. Cette formation revêt une importance capitale pour assurer une diffusion efficace de l'information vers l'ensemble de la société.

Le parti Nouvelles Forces Démocratiques estime qu'il faut également insister sur le rôle primordial devant être joué par la presse en général dans la promotion et la médiatisation des travaux de la commission, notamment grâce aux retransmissions radio et télé des audiences publiques. L'exemple de l'Afrique du Sud où les travaux de la commission ont bénéficié d'une excellente couverture médiatique est une référence en la matière.

Dans les cas où la commission présenterait des lacunes, la société civile pourrait intervenir afin de les combler. Au niveau des victimes, la société civile joue aussi le rôle non négligeable d'intermédiaire entre celles-ci et la commission. La société civile devra intervenir dans la majorité des cas afin d'accompagner les victimes dans leurs différentes démarches. Au-delà du support logistique et juridique, cet accompagnement peut s'avérer être très utile en terme de gestion des possibles syndromes de stress post-traumatiques.

- *La clôture des travaux* : les associations impliquées dans ce processus peuvent également intervenir auprès de la commission lors de la phase finale de ses travaux, par exemple en lui soumettant des propositions, des recommandations et des programmes de réformes à intégrer dans son rapport final. Cette phase terminée, la société civile a un rôle primordial en matière de suivi de la mise en œuvre des recommandations et programmes de réformes proposés par la commission dans son rapport.

La société civile a un rôle très important à jouer et ce, tout au long de son déroulement, tant au niveau des autorités que de la commission et, bien sûr, des victimes. Ce n'est donc pas une surprise de voir de nombreuses commissions compter des membres de la société civile parmi leurs membres. Toutefois, même si c'est là un élément positif, il est

également important que la société civile ne se voit pas privée de ses meilleurs éléments au moment où elle en a le plus besoin. Il faut donc que les membres des ONG adoptent une position équilibrée face à ce dilemme (être membre ou non de la commission) en gardant à l'esprit que la société civile doit pouvoir être en mesure d'assumer correctement son rôle d'observateur et d'accompagnateur.

Une autre difficulté qui risque de se poser aux associations souhaitant activement s'engager dans le suivi et/ou l'accompagnement des travaux de la commission est celle du financement. En effet, il est déjà arrivé par le passé que des commissions fassent appel à des ONG afin de les soutenir dans leurs travaux, sans que la question du paiement des charges liées à ces travaux ne soit préalablement étudiée.

Aussi, des associations s'étant engagées dans le processus se sont retrouvées en difficulté financière. Il est donc important que les activités menées par des ONG en collaboration avec la commission fassent l'objet d'accords formels, évitant ainsi tout risque de malentendu.

Signalons enfin que, tout comme il est primordial pour la commission d'agir en toute indépendance par rapport aux autorités, il est également important qu'elle puisse agir de façon autonome par rapport à la société civile. Cette dernière devrait donc éviter de s'emparer de la commission et de vouloir s'y substituer.

## **b) Au titre des partis politiques**

Le parti NFD (Nouvelles Forces Démocratiques) insiste sur le rôle que doivent jouer les partis politiques (mouvance et opposition) dans le processus de mise en œuvre d'un tel programme de réconciliation nationale. Il serait totalement incongru que les partis politiques aient des positions partisans visant à utiliser le programme comme fond de commerce politique. C'est pourquoi, il est indispensable qu'un cadre de participation définissant les rôles et les limites des partis soit défini dès le départ. Pour ce faire, un cadre de concertation permanent devrait être défini entre les partis opposés pour favoriser l'harmonisation des points de vue et l'atteinte des objectifs. En dehors d'un tel cycle de dispositions aucune stratégie de réconciliation nationale suivant l'approche d'une commission vérité ne pourrait être possible.